

« A quelque chose, malheur est bon ? »

Frédéric Tihon- Form'action André Renard

La crise financière de l'automne 2008 s'est transformée en crise économique. Ses conséquences sont lourdes pour des pans entiers de l'économie. En Belgique et dans le monde. De l'industrie aux services. Les données actuelles et les perspectives sont loin d'être encourageantes.

**Le capitalisme
nuit gravement
à la santé**

www.contre-attaque.be

Ainsi, le Bureau international du travail (BIT) estime qu'il y aura une perte de 18 à 30 millions d'emplois dans le monde, si les tendances actuelles se confirment. Un chiffre qui pourrait grimper à 50 millions si la crise s'aggrave¹. De son côté, le département du Travail de l'Etat américain, là d'où est partie la crise, a confirmé que 2,6 millions d'emplois ont été perdus en 2008. Et la déglingue se poursuit : les deux premiers mois de 2009 enregistrent plus de 1,3 million d'emplois détruits (655.000 en janvier et 651.000 en février)².

En Europe, le patronat européen s'attend à ce que 4,5 millions d'Européens perdent leur emploi en 2009. La Commission européenne se veut plus mesurée et table sur 3,5 millions de pertes d'emplois³.

Les lourdes conséquences de la crise

En Belgique, de récentes données rendues publiques par la FGTB relèvent qu'entre septembre 2008 et février 2009, 13.466 personnes ont perdu leur emploi dans le secteur privé. Et ces chiffres n'ont rien de définitif : il s'agit juste d'un comptage effectué sur base des annonces des entreprises et répercutées dans la presse. En Belgique toujours, le monde économique « tourne » à une annonce de licenciements collectifs tous les trois jours. Soit 77 annonces depuis le 1^{er} septembre⁴.

Et encore, notre pays semble s'en sortir « avantageusement », en raison de systèmes de flexibilité qui permettent de ne pas licencier à tour de bras. C'est notamment le cas avec le chômage économique : un système qui permet de mettre une partie du personnel (seuls les ouvriers sont concernés) en chômage pour raison économique. Le personnel concerné garde donc son emploi, mais est mis en chômage temporaire quand le carnet de commandes se fait maigrelet. Il touche donc une allocation de chômage. Laquelle peut être « améliorée » quand les syndicats de l'entreprise obtiennent une compensation financière à sa mise en chômage⁵.

Présentant son rapport annuel 2008, l'Office national de l'emploi (Onem) précisait que le chômage temporaire (chômage économique, intempéries, chômage technique,...) a fortement augmenté en 2008. Notamment depuis le mois de mai.

Sur un an, l'augmentation est de 12% et plus de 134.000 personnes sont concernées⁶. Des études sur la situation en ce début d'année 2009 se font encore plus alarmantes : selon une étude de SD Worx, le nombre d'ouvriers en chômage économique a plus que doublé depuis octobre. Ainsi, en février, 21% des ouvriers ont eu, en moyenne, six jours de chômage économique. Contre 9% en octobre 2008⁷. L'Onem craint que cette progression du chômage temporaire puisse préfigurer d'une progression du nombre de chômeurs complets indemnisés. Car, par définition, le chômage temporaire n'a qu'un temps. Et si l'activité ne repart pas, les emplois seront tôt ou tard supprimés.

En Belgique, entre septembre 2008 et février 2009, 13.466 personnes ont perdu leur emploi dans le secteur privé.

Le recul nécessaire

Voilà pour les conséquences de la crise. Elles sont, on le voit, dramatiques. Néanmoins, il est intéressant de prendre un peu du recul. Et d'analyser les conséquences de cette crise avec d'autres yeux. Les yeux d'un observateur de la société. Et là, on peut y voir poindre un rayon de soleil. C'est que la crise et ses lourdes conséquences (r)éveillent l'esprit critique de ceux qui ont été chloroformés par trente ans de libéralisme.

...

Tant dans la rue que dans la presse, l'alternative au capitalisme (re)fait débat. Et c'est évidemment une bonne chose. A insi, on peut mesurer tous les jours la mise en cause d'un système qui a conduit à la faillite. La tranche d'info du matin sur La Première (RTBF-radio) est particulièrement éclairante. Tant les journalistes qui mettent sur le « grill » un invité tous les jours à 7h40 que les auditeurs qui peuvent poser des questions au même invité à 8h40 semblent libérés d'un poids. Non, il n'y a pas (plus ?) que le capitalisme. Non, le capitalisme n'est pas l'ordre naturel des choses.

La campagne de la FGTB « le capitalisme nuit gravement à la santé » entend « redonner une légitimité à un modèle de société dont les idées et les valeurs ont été balayées par trente ans de libéralisme ».

Un peu comme si la crise actuelle fonctionnait comme un révélateur. Un exemple, parmi d'autres dans un récent numéro du Vif-L'Express qui ouvrait ses colonnes à l'économiste Bernard Maris, pourfendeur du capitalisme s'il en est⁸. Dans cette interview, Maris avançait que « la crise aura des effets bénéfiques, en nous faisant réfléchir sur le contenu de la croissance, sur la définition de la richesse ». Mais, pour cela dit-il, « il faut du temps », espérant que « tout ne va repartir très vite ». Son plan ? « Une bonne récession, par exemple cinq ans, pour nous remettre profondément en question ». Attention, il ne s'agit pas de laisser quelqu'un en chemin, dit-il : « pendant ce temps, on s'occupe des chômeurs, on ne laisse tomber personne. Mais pas de canots de sauvetage pour les privilégiés : on reste tous sur le bateau et on sort de la tempête ensemble ».

Cette crise, c'est, entend-on, un « boulevard pour la gauche ». Notamment pour la FGTB qui s'est toujours opposée au capitalisme. Un capitalisme qui a certes permis l'explosion des richesses,

mais qui a aussi assuré de manière inéquitable la répartition du produit de ces richesses. Un capitalisme coupable donc d'avoir accru les inégalités. Sans même parler de l'exploitation des ressources naturelles de la Terre.

Dans ce contexte, la FGTB wallonne vient de lancer une campagne sur le thème « le capitalisme nuit gravement à la santé »⁹. Une campagne qui entend « redonner une légitimité à un modèle de société dont les idées et les valeurs ont été balayées par trente ans de libéralisme »¹⁰. Une campagne particulièrement visuelle qui utilise des termes forts (et une analogie à « Le tabac nuit gravement à la santé » des paquets de cigarettes) et qui tend à se réapproprier un vocabulaire. Une campagne de dénonciation, mais aussi une campagne qui offre des perspectives de solutions, une sortie de crise.

Des solutions ? Quelles solutions ?

Aujourd'hui, tout le monde se dit en faveur de davantage de régulation. Même ceux qui, pendant des années, ont plaidé pour « laisser faire le marché » qui allait « se réguler tout seul » qu'ils disaient. On voit ce qu'il en est, en effet.

Derrière ce mot se cachent parfois bien des nuances. Les « régulateurs » de droite entendent aménager le système économique. En clair, mettre une rustine et proposer quelques petites réformes. Puis, on repart comme avant. Les « régulateurs » de gauche entendent aller bien au-delà : ce qu'ils veulent, c'est une transformation profonde de tout le modèle socio-économique.

Ainsi, la campagne « le capitalisme nuit gravement à la santé » de la FGTB wallonne remet sur le devant de la scène une série de grandes revendications de ceux qui veulent vraiment une transformation. Des revendications qui doivent permettre une meilleure répartition des richesses produites... par les travailleurs et confisquées

par le capitalisme et son bras armé : le libéralisme. Celui-là même qui organise les inégalités.

Voici un petit tour d'horizon des propositions du syndicat socialiste. Elles sont évidemment davantage détaillées sur le site de la campagne¹¹.

*** Légiférer sur la rémunération du capital** au profit des salaires et des politiques sociales. Pour faire évoluer, au profit des travailleurs, la répartition des richesses créées. Par exemple, en taxant les spéculations financières, en supprimant les intérêts notionnels ou en instaurant une cotisation sociale généralisée (CSG).

*** Mettre un terme aux paradis fiscaux.** Ceux-ci sont une discrimination flagrante en faveur des plus riches et une distorsion entre ceux qui peuvent en profiter et les autres. A ce titre, ils doivent disparaître, mais le chemin est long. Tendre vers cet objectif, c'est d'abord balayer devant sa porte : des Etats européens (les petits) peuvent être considérés à certains égards comme des paradis fiscaux. C'est le cas de la Belgique avec les intérêts notionnels.

*** Aider le Sud à se développer.** 40% de la main-d'œuvre mondiale est exploitée et vit dans une extrême pauvreté. En cause, l'irresponsabilité du modèle de développement qu'imposent les pays riches et les organisations financières qui organisent le capitalisme au plan mondial. Des propositions existent pour en sortir.

*** Réhabiliter la pension légale :** relever le niveau de la pension minimum, rehausser le plafond de rémunération pris en compte pour le calcul de la pension et garantir une véritable liaison structurelle et automatique au bien-être. Pourquoi ? Parce que la pension légale est un formidable outil de répartition des richesses. Mais aussi parce que la pension par capitalisation (privée) vient de montrer ses limites : avec la crise boursière, les fonds de pension ont perdu de leur valeur.

...

Cela aura évidemment des conséquences sur la pension complémentaire que nombreux d'entre nous ont contractée.

*** Revoir le rôle des banques.**

Comment ? En créant une caisse d'épargne et d'investissement dans l'économie régionale et en mettant sur pied un service bancaire public pour les citoyens. De quoi permettre de revenir au métier initial du banquier qui est de récolter l'épargne et de financer des crédits. A cent lieux donc de ce qu'il est devenu.

*** Renforcer les services publics et la protection sociale.**

Ils sont des outils de socialisation des richesses. A ce titre, les services publics doivent être promus et développés. Ils ont un rôle primordial à jouer dans l'organisation de la vie en société.

*** Réintroduire la réduction**

collective du temps de travail. La proposition défendue à la charnière des années 1990-2000 garde tout son sens : 32 heures de travail en quatre jours, avec embauche compensatoire et maintien du salaire. La réduction du temps de travail est un outil de création massive d'emplois et de lutte contre le chômage. Cette revendication doit être portée au plan européen où il faut défendre l'idée d'une législation harmonisée sur la réduction du temps de travail.

*** Sauver la planète.** Le capitalisme est le grand responsable de la crise climatique. L'objectif est de changer radicalement notre système énergétique. En investissant massivement notamment dans le domaine de l'isolation et de la rénovation énergétique des bâtiments. Mais aussi en régulant les marchés de l'énergie et en instaurant une tarification progressive.

Toutes ces propositions sont guidées par l'intérêt collectif. Elles visent à plus d'égalité, plus d'état et plus de démocratie. Des valeurs insolubles dans le libéralisme et le capitalisme. Des valeurs, par contre, parfaitement compatibles avec le respect des libertés individuelles et l'épanouissement personnel.

Il s'agit désormais de les porter, de les expliquer, de les faire partager. Bref, de les faire vivre. Pour qu'un jour, défendues par le plus grand nombre, elles se réalisent. C'est l'objectif de la campagne « Le capitalisme nuit gravement à la santé » : « profiter » de la crise économique d'aujourd'hui pour remettre dans la lumière un projet de société balayé par 30 ans de libéralisme.

¹ In L'Echo, 29 janvier 2009

² In La Libre, 9 mars 2009

³ In Le Soir, 14 & 15 mars 2009

⁴ In L'Echo, 11 mars 2009

⁵ Le chômage économique ne concerne que les ouvriers. Les employés ne peuvent pas être mis en chômage économique. Un débat sur la question est en cours entre les interlocuteurs sociaux, mais ce n'est pas le thème de cet article.

⁶ Le rapport annuel complet est téléchargeable sur le site de l'Onem à la page suivante :

http://www.onem.be/Frames/frameset.aspx?Path=D_documentation/&Items=2&Language=FR

⁷ Un résumé de cette étude est disponible à la page suivante :

http://www.sd.be/site/website/be/fr/1000A/10Z00C/10000P_090312_999

⁸ « J'espère que la récession sera longue », interview de Bernard Maris, in Le Vif-L'Express du 6 au 12 mars 2009.

⁹ Toutes les infos de la campagne sont disponibles sur le site www.contre-attaque.be

¹⁰ Aicha Magha, La FGTB wallonne contre-attaque avec une campagne qui dénonce le capitalisme et propose des alternatives concrètes, in Echos-FGTB, mars 2009. Le document est disponible sur le site de la FGTB fédérale à la page suivante :

<http://www.fgtb.be/PDF/fr/Echo/2009/Echo200903.pdf>

¹¹ Opcit.